

Comment mieux s'alimenter en étant confiné

Apr 30, 2020 06:00PM



Le déconfinement progressif continue. Une partie de la population a retrouvé le chemin du travail. L'autre est toujours en télétravail ou priée de rester le plus possible à domicile. Dans les deux cas, rester en mouvement demeure encore et toujours une priorité.

Si les bienfaits de l'activité physique et du mouvement né sont plus à prouver, il ne faudrait oublier les avantages d'une saine alimentation. «Les apports alimentaires devraient être adaptés aux dépenses énergétiques, lesquelles sont influencées par l'activité physique», éclaire Lorella Ciutto, diététicienne cheffe auprès de l'Hôpital du Valais. «Une alimentation adéquate permet de garder la forme, de maintenir la masse musculaire et d'assurer une activité physique et sportive.»

Une alimentation adéquate permet de garder la forme, de maintenir la masse musculaire et d'assurer une activité physique et sportive.

Lorella Ciutto, diététicienne cheffe auprès de l'Hôpital du Valais

Une alimentation saine, variée, équilibrée et en quantité adéquate est d'autant plus important depuis le début de la crise sanitaire que les gens bougent moins que d'ordinaire. «Elle fournit à notre corps suffisamment de nutriments, vitamines et sels minéraux», reprend Lorella Ciutto, précisant. «Une assiette équilibrée comporte principalement des protéines, des farineux et des légumes/salade.»

Bien manger, de multiples significations

Bien s'alimenter ne doit pas pourtant uniquement faire référence à l'équilibre des plats. «C'est aussi profiter de cuisiner en famille ou cuisiner des plats «maisons», propose la spécialiste. «L'idée est de se montrer créatif et de se faire plaisir. Il ne faut pas non plus oublier de s'hydrater suffisamment: 1,5 litres par jour en privilégiant l'eau tout en limitant les boissons sucrées et alcoolisées.»

On peut également faire des économies en planifiant les achats, en

choisissant des produits régionaux et de saison, en profitant d'actions promotionnelles, en apprêtant les restes ou encore en buvant de l'eau du robinet. Certaines personnes peuvent aussi se faire livrer les courses.

Lorella Ciutto, diététicienne cheffe auprès de l'Hôpital du Valais

Bien manger est aussi synonyme d'achats intelligents. «On peut acheter des aliments qui se conservent», dit-elle, citant les betteraves rouges, les carottes, les pommes, les agrumes, les pâtes, les légumineuses et autres fromages. «On peut également économiser en planifiant les achats, en optant pour des produits régionaux et de saison, en profitant d'actions promotionnelles, en apprêtant les restes ou en buvant de l'eau du robinet. Certaines personnes peuvent aussi se faire livrer les courses.»

Livrer les courses: une réalité qui concerne les personnes vulnérables. Lorella Ciutto rappelle à ce propos que les personnes âgées doivent consommer suffisamment de calories et de protéines. «Toute perte de poids non volontaire doit être signalée à son médecin. Lors de maladie ou lors de dénutrition, il est également important de majorer ses apports alimentaires pour éviter une perte de poids et des déficits supplémentaires qui ont généralement un impact négatif sur la capacité physique.»

Gare à la prise de poids

Si le manqué d'activité physique inhérent au semi-confinement peut déboucher sur une prise de poids, la mauvaise alimentation peut aussi déboucher sur l'obésité. «Une alimentation trop riche qui n'est pas compensée par une dépense énergétique adéquate va induire une prise de poids avec son lot de maladies associées à l'obésité. Au contraire, une alimentation insuffisante va entraîner une perte de poids et des déficits nutritionnels. Dans les deux cas, l'impact sur la performance physique sera négatif.»

Une alimentation trop riche qui n'est pas compensée par une dépense énergétique adéquate va induire une prise de poids avec son lot de maladies associées à l'obésité.

Lorella Ciutto, diététicienne cheffe auprès de l'Hôpital du Valais

Lorella Ciutto tient à rappeler que ces divers conseils visent l'adulte en bonne santé. «Les personnes qui présentent des problèmes nutritionnels, pondéraux ou une maladie dont l'équilibre et les traitements peuvent être affectés par des changements d'alimentation doivent en discuter avec leur médecin ou leur diététicienne.»

Mieux manger plutôt que moins manger

Dans une période où l'on bouge moins, il ne faut pas moins manger. Il s'agit plutôt de «mieux manger», soit consommer des repas variés et équilibrés en écoutant ses sensations alimentaires et sans nécessairement ingérer des quantités trop importantes par rapport à une dépense énergétique souvent moindre. «Si la personne avait l'habitude de faire beaucoup de sport ou avait un travail physique, la diminution de l'activité liée au confinement doit encourager une diminution de la taille des portions habituellement ingérées et faire la part belle aux légumes et

crudités. Ces derniers contiennent fibres, vitamines, antioxydants, sont peu caloriques et contribuent au sentiment de satiété», indique Lorella Ciutto.

HÔPITAL RIVIERA-CHABLAIS (HRC). UN DESASTRE ... VALAISAN ? (1)

Apr 30, 2020 05:48PM

LIMINAIRE INTRODUCTIF

Les révélations stupéfiantes portant sur le gouffre financier auquel est confronté l'Hôpital Riviera - Chablais (ci-après HRC) méritent assurément un feuilleton. Mais la chose sera abordée un peu différemment. Cet article, publié la première fois ce 30 avril 2020, sera complété pas à pas. Le lecteur pourra ainsi se référer à un seul document et le parcourir plusieurs fois.

Le Valais hospitalier, les lecteurs de L'1Dex le savent, avait perdu la boule sous Maurice Tornay, conseiller d'Etat, plus versé dans la finance que dans la santé, et sous l'ancien médecin cantonal, Georges Dupuis. A l'évidence, il n'est pas tout à fait sûr aujourd'hui qu'à Charybde n'ait pas succédé Scylla.

Le Valais de la gratitude déplacée, du fonctionariat infatué et de la psychiatrie managériale, est un territoire inconnu du simple citoyen. Mais, en ces temps inhospitaliers, le regain d'intérêt pour la santé publique pourrait amener quelques-uns à s'intéresser au plus près à ces choses d'un grand intérêt pour la Cité.

Si des médecins, même sous le couvert de l'anonymat le plus strict ou à visage découvert, voulait contribuer à éviter un désastre valaisan, ils seraient accueillis avec une grande bienveillance.

L'Hôpital du Valais est une institution trop importante pour être abandonné au désintérêt de tous.

II

UN GOUFFRE FINANCIER

SANTÉ

L'Hôpital Riviera-Chablais est dans la tourmente financière

La situation financière du HRC, situé à Rennaz (VD), «est aujourd'hui grave», selon les termes de la conseillère d'Etat vaudoise Rebecca Ruiz. Il affiche un budget largement déficitaire et ses coûts de construction ont nettement pris l'ascenseur. Un audit a été ordonné

Selon l'Agence Télégraphique Suisse, qui n'est pas un média rebelle ni anticonformiste, la situation financière est d'une gravité telle que le déblocage d'un fonds de roulement de Fr. 80'000'000.- (quatre-vingt millions de francs suisses)

n'est destiné qu'à éviter une faillite à court terme.

De même, les coûts de construction ont pris l'ascenseur; le coût final devrait atteindre quelque 440 millions de francs suisses, soit 90 (nonante ou quatre-vingt dix) millions de francs de plus que le montant fixé dans le budget initial de 2012. Il semblerait que ce montant doit encore être consolidé pour déterminer le montant final du coût de construction.

Sans aide, l'Hôpital Riviera-Chablais ne pourrait plus payer ses salaires

On comprend que le Conseil d'Etat, très désorienté par l'évolution du dossier, veuille conduire un audit sur la finance et un audit sur la gouvernance : ça peut saigner. Gravement.

REBECCA RUIZ

<https://www.rts.ch/play/tv/19h30/video/rebecca-ruiz-les-debuts-son-t-difficiles-il-faut-pallier-les-gros-problemes-de-tresorerie-la-situati-on-est-tres-delicat-?id=11287157>

ATS

Le Nouvelliste s'est contenté, grossièrement énoncé, de reprendre la dépêche de l'Agence Télégraphique Suisse.

RENNAZ L'établissement est en proie à de graves difficultés financières.

L'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) affronte de graves difficultés financières. Vaud et Valais ont ordonné un audit. Ils vont débloquer 80 millions pour assurer la viabilité financière à court terme de l'établissement qui a ouvert en automne dernier à Rennaz. «La situation financière est aujourd'hui grave», a déclaré mercredi devant la presse la conseillère d'Etat vaudoise Rebecca Ruiz. L'hôpital devrait boucler l'année 2019 sur un déficit de 17,9 millions de francs, alors que 6 millions étaient prévus. Pour 2020, il a présenté aux deux cantons un budget également largement déficitaire, à hauteur de 16,9 millions de francs. De même, les coûts de construction ont pris l'ascenseur. Estimé à 353 millions en 2012, le coût

final global devrait finalement atteindre près de 440 millions de francs, selon l'HRC. «Ce montant définitif reste à consolider et à confirmer», a précisé Rebecca Ruiz.

Audit demandé

Ces chiffres provoquent de «fortes incertitudes sur la trésorerie de l'hôpital». Pour permettre à l'établissement de faire face à ses obligations financières, les conseils d'Etat vaudois et valaisan souhaitent octroyer une garantie temporaire de 80 millions de francs, à charge pour trois quarts du canton de Vaud et un quart du Valais. Un audit sera confié au Contrôle cantonal des finances (CCF) vaudois, en collaboration avec l'inspection des finances valaisanne. La société BDO Visura se penchera sur la gouvernance de l'établissement. Les conclusions et recommandations sont attendues pour le début de l'été. «Nous voulons comprendre comment l'hôpital est arrivé dans cette situation», a ajouté Mme Ruiz. **ATS**

Il est assez incompréhensible que le NF n'ait pas imaginé devoir interroger le Docteur Bonvin, qui aurait pu permettre

aux citoyens, qui sait, comment l'hôpital est arrivé dans cette situation. Vincent Fragnière, le rédacteur en chef, est en contact journalier avec le Dr. Eric Bonvin, mais n'a pas pensé devoir poser quelques petites questions à ce psychiatre émérite devenu une sorte d'énarque du manageriat dans la santé publique.

Le silence de ces trois administrateurs valaisans, d'EWK, du Conseil d'Etat, du médecin cantonal Christian Ambord, de Victor Fournier, chef du service cantonal de la Santé, de Vincent Fragnière, est assourdissant dans le Nouvelliste de ce jour, la rédaction ayant préféré se fier à la dépêche de l'ATS.

Le Conseil d'Etablissement

L'organe exécutif supérieur de l'Hôpital Riviera-Chablais est le Conseil d'Etablissement, qui est, en fait, un conseil d'administration. Le Valais est doté de trois sièges au sein de cet organe (1) :

A.

Deux membres sont proposés par le Cosneil d'Etat valaisan :

Membres nommés par le Conseil d'Etat valaisan



Jean-Jacques Rey-Bellet
Membre
Ancien conseiller d'Etat valaisan



Dr Georges Dupuis
Vice-président
Ancien chef du Service de la santé publique
du canton du Valais et médecin cantonal

B.

Le troisième membre est désigné par ... le Réseau Santé Valais :

Membre nommé par le Réseau Santé Valais



Prof. Eric Bonvin
Membre
Directeur général de l'Hôpital du Valais

Le HVR a été inauguré officiellement le 29 août 2019.

La presse

Le Nouvelliste soutient que ses lecteurs journaliers représentent quelque 140 citoyens valaisans. Ce journal entretient des relations très étroites avec le Réseau Santé Valais, finançant, à travers de la publicité rédactionnelle, le quotidien préféré des Valaisans.

En ce temps de coronavirus, la rédaction en chef, par Vincent Fragnière, a choisi de s'entretenir chaque jour avec

le Professeur Docteur Eric Bonvin, devenu communicateur en chef de l'Hôpital du Valais. Pourtant, le NF s'est tu et n'a voulu interroger aucun des acteurs valaisans principaux oeuvrant au sein de l'HRC.

Vincent Fragnière et Eric Bonvin sont devenus soudainement bien silencieux.

Le journalisme d'investigation appartient ainsi en Valais comme un objet de la préhistoire.

VI

« UNE FAUTE CRASSE »

Les personnes formées simultanément dans le champ du droit et des sciences commerciales savent qu'avec l'utilisation du syntagme « une faute crasse », amené dans le champ de la gestion d'une entreprise, l'on se rapproche dangereusement d'un soupçon avéré de gestion déloyale au sens du code pénal suisse.

Mais le politique, en terres vaudoise et valaisanne, peine à vouloir respecter l'Etat de droit et les ministères publics, dans ces deux cantons, sont d'une indépendance toute sélective.



Rappelons que les procureurs peuvent d'office ouvrir une enquête préliminaire en se fondant simplement sur des soupçons.

On ne demandera pas pourquoi les journalistes, vaudois ou valaisans, n'interrogent pas les procureurs généraux des deux cantons sur le sujet.

LES CHOIX CLANIQUES DU VALAIS

Le Valais a été phénoménal, oui proprement phénoménal, dans le choix de ses représentants au sein du « conseil d'administration » du HRC.

Jean-Jacques Rey-Bellet, orange de chez orange, n'a strictement aucune expérience dans le champ de la santé publique. Il perçoit déjà une retraite versée par les contribuables valaisans, et le voilà subitement propulsé au sein du Conseil d'Etablissement du HRC : une pitrerie clanique. Si la cooptation orangée avait pour but non les remerciements claniques régionaux, mais le bien-être de la Cité, il eût mieux valu alors désigner Maurice Tornay, dont les compétences, non pas dans le champ de la santé publique, mais dans celui des états comptables, eût cent fois meilleur. Mais le Conseil d'Etat, chez nous, n'a plus le souci de la compétence ni celui de la diversité. Il est embrumé

dans un fonctionnement saccadé marqué d'une seule couleur. L'insupportable domine.

Le choix de Eric Bonvin est encore plus époustouflant. Le poste de directeur d'hôpital est un poste à plein temps, ce qui pourrait, par exemple, permettre à la population valaisanne de disposer de cinquante unités par citoyen. Si le Conseil d'Etat avait eu le souci d'une distribution saine des prébendes, il eût dû désigner un autre médecin, libre de pensée et compétent dans d'autres domaines que celui de l'hypnose.

Le nirvana de la dérive institutionnelle fut de placer Georges Dupuis dans la fonction d'organe exécutif. Après les dérives ineffables survenues à l'Hôpital du Valais, il fallait oser un tel choix.

Le Valais clanique déviant a triomphé.

Le contribuable est prêt à fêter ce succès en savourant une forêt noire dont la cerise délicatement posée au milieu du gâteau aura un coût remarquable.

L'HÔPITAL CANTONAL DU VALAIS EN DANGER

Le Valais a prévu, et déjà octroyé les crédits à cet effet, la construction d'un nouvel hôpital cantonal, à Sion, au sud-ouest de l'établissement actuel. La somme prévue est de quelque 250 millions de francs suisses, qui permettra la création de 14 salles d'opérations et de quelque 450 chambres (y compris pour les ambulatoires [environ 50]).

Mais, aujourd'hui, le Valais est mis à contribution massivement pour renflouer au moment même de sa naissance un hôpital intercantonal dans un très sale état.

Une autre difficulté peut éclater au grand jour : en renflouant le HRC, l'Etat de Valais va limiter ses contributions à l'Hôpital du Valais, qui ne pourra plus engager des médecins très compétents, ce qui aurait été réalisable dans un environnement sain.

CONFLITS D'INTERETS MASSIFS

Qui osera soutenir, au Grand-Conseil, au Palais du Gouvernement, dans la Cité, que le choix de Eric Bonvin était adéquat. Celui-ci porte aujourd'hui sur sa même tête quatre casquettes inconciliables : a) il est directeur de l'Hôpital du Valais; b) il est membre du Conseil d'Etablissement du HRC; c) il est journaliste au NF; d) il est responsable de la communication du RSV, détaché permanent auprès du quotidien cantonal.

Franchement ...

Eric Bonvin ne sera jamais journaliste d'investigation, ni lanceur d'alerte.

Bonjour à Julien Wicky, du Matin Dimanche, qui ne manquera pas d'approfondir les pistes déclenchées par la déroute programmée du HRC.

(1)

https://www.hopitalrivierachablais.ch/jcms/hrc_5410/fr/gouvernan
ce

Guérir par la flore en Colombie

Apr 30, 2020 05:26PM



Calendula, aloe vera, valériane, chisaca... Dans la banlieue nord de Bogota, un modeste champ d'un hectare abrite plus de quatre-vingt plantes médicinales. Nous nous trouvons au laboratoire Labfarve, créé en 1984 par le docteur Juan Piñeros Corpas dans le sillage de la clinique et de l'université privée qui portent son nom. Ce médecin a été l'un des premiers à s'intéresser à l'étude scientifique des plantes médicinales en Colombie: «C'était un

La condamnation du vice-président d'Exit Suisse romande confirmée en appel

Apr 30, 2020 03:45PM



A Genève, le vice-président d'Exit Suisse romande Pierre Beck est à nouveau condamné à 120 jours-amende avec sursis pour avoir

aidé une octogénaire à mourir avec son mari en 2017. La Chambre pénale d'appel et de révision a confirmé la condamnation du Tribunal de police.

Le compte rendu de l'audience: A Genève, le médecin d'Exit plaide sa conscience en appel

«Cette décision est un copier-coller du jugement précédent. Elle n'est pas très originale», a indiqué Pierre Beck, confirmant une information de la RTS. Et de préciser qu'il fera vraisemblablement recours au Tribunal fédéral contre l'arrêt du 20 avril. La peine s'accompagne d'un délai d'épreuve de trois ans et d'une amende de 2400 francs.

Les conditions de l'aide au suicide n'étaient pas remplies

Le médecin à la retraite a été condamné une première fois par ordonnance pénale du Ministère public pour avoir violé la loi fédérale sur les médicaments et les dispositifs médicaux en prescrivant du pentobarbital de sodium à une dame de 86 ans. En pleine santé, cette octogénaire était déterminée à mourir en même temps que son mari, gravement malade. Ils sont décédés ensemble en avril 2017.

À la suite des recours du vice-président d'Exit Suisse romande, tant le Tribunal de police de Genève en octobre 2019 que la Chambre pénale d'appel et de révision récemment ont jugé que la législation et les règles applicables en matière d'assistance au suicide n'étaient pas remplies. La défunte ne souffrait d'aucune maladie et n'était pas en fin de vie.

Lire également: Aide au suicide: ces limites que personne ne veut formuler

Lors du procès en appel en mars dernier, Pierre Beck avait une nouvelle fois indiqué - en vain - que l'épouse avait conclu un pacte avec son mari et qu'elle était déterminée à mourir, manifestant une grande souffrance à l'idée de lui survivre. «Elle m'a dit de manière claire et irrévocable qu'elle se suiciderait», avait-il expliqué à la Cour, estimant avoir choisi «le moindre mal».

Bericht und Antrag betreffend den Staatsbeitrag an die Kosten der obligatorischen ...

Apr 29, 2020 07:52AM



29.04.2020 - 10:00

Fürstentum Liechtenstein

Vaduz (ots)

Die Regierung hat in ihrer Sitzung vom 28. April 2020 den Bericht und Antrag an den Landtag des Fürstentums Liechtenstein betreffend den Staatsbeitrag an die Kosten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung der übrigen Versicherten für das Jahr 2021 genehmigt. Im Bericht wird die Kostenentwicklung des Jahres 2019 dargelegt. Die Gesundheitskosten sind um 5.8% angestiegen.

Beibehaltung des Staatsbeitrages für das Bemessungsjahr 2021 bei CHF 33 Mio.

Im Krankenversicherungsgesetz (KVG) ist geregelt, dass der Staat 90% der im Landesdurchschnitt errechneten Kosten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung der Kinder übernimmt und für die übrigen Versicherten einen Beitrag an die Hochkostenversicherung leistet. Entsprechend den gesetzlichen Grundlagen beantragt die Regierung unter Darlegung aller entscheidungsrelevanten Sachverhalte, den Staatsbeitrag an die Kosten der übrigen Versicherten für das Bemessungsjahr 2021 auf CHF 33 Mio. festzulegen.

Der vom Staat finanzierte Beitrag bleibt gegenüber dem Vorjahr unverändert und hat somit keinen Einfluss auf die Prämie, den Arbeitgeberbeitrag und die Prämienverbilligung für einkommensschwache Versicherte.

Die Regierung hat sich im aktuellen Regierungsprogramm zum Ziel gesetzt, auch in Zukunft eine qualitativ hochwertige, für alle zugängliche und bezahlbare Gesundheitsversorgung sicher zu stellen. Das Kostenwachstum soll auf ein tragbares Mass eingedämmt werden. Neben mehreren Gesetzesrevisionen wurde in den vergangenen Jahren eine Reihe von Massnahmen im Bereich der Tarife umgesetzt. Die Prämienverbilligung zu Unterstützung einkommensschwacher Personen wurde deutlich ausgebaut.

Nach fünf Jahren ohne nennenswertes Kostenwachstum sind die Kosten der obligatorischen Krankenpflegeversicherung im Geschäftsjahr 2019 erstmals wieder deutlich angestiegen (+5.8%). Ein starker Kostentreiber war dabei der ambulante Spitalbereich, vor allem bei der Spitalregion Rheintal Werdenberg Sarganserland mit dem Spital Grabs. Die Zuwächse lassen sich hier nur zu einem Teil durch Abrechnungsverzögerungen erklären. Ausserdem haben die 2019 eingeführten Bestimmungen betreffend "ambulant vor stationär" sowie teure Medikamente in der ambulanten onkologischen Betreuung Mehrkosten verursacht. Die Spitalkosten beeinflussen die Kostenentwicklung insgesamt in hohem Masse. Es gilt daher, sie weiterhin sehr gut im Blick zu behalten.

Grosse Unsicherheiten bezüglich der Gesundheitskosten des Jahres 2020 und der Folgejahre ergeben sich durch die Einflüsse der Corona-Krise. Zum gegenwärtigen Zeitpunkt sind deren kostenmässige Auswirkungen nicht abschätzbar. Nichtsdestotrotz gilt es, die Bemühungen im Hinblick auf bezahlbare Prämien weiter fortzusetzen.

Pressekontakt:

Ministerium für Gesellschaft
Manuel Frick, Generalsekretär
T +423 236 60 19

CHIRURGIA

30 APRIL, 2020 | REVUE DE PRESSE - SGCO

Moncucco, un 2019 all'insegna dell'ottimismo

Apr 29, 2020 02:26PM

laRegione

Archiviato il bilancio, nel 120esimo di attività la clinica luganese guarda avanti e annuncia importanti novità anche nella ricerca medica

Sfiora i 4,5 milioni di franchi l'utile d'esercizio della Clinica Luganese Moncucco nel 2019. L'istituto ha presentato il resoconto del suo esercizio: poco meno di 7'600 i pazienti ricoverati e più di 57'000 i casi trattati ambulatorialmente, 285 sono state le persone in formazione presso la clinica lo scorso anno, tra le quali troviamo apprendisti, allievi nel settore sanitario, medici in formazione e collaboratori in specializzazione. Numeri brillanti confermati anche dall'1.116, l'indice di gravità (indice di Case Mix) dei casi trattati, che dimostra come la clinica può riconfermarsi, con orgoglio, un istituto di cura in grado di gestire casi complessi nel suo 120esimo anno di attività, la prima parte del quale passato in prima fila nella gestione dell'emergenza Covid-19.

Dell'ambrogio sostituisce Baranzini

Il bilancio 2019 è stato confermato dagli azionisti che hanno ratificato l'ingresso di Mauro Dell'Ambrogio alla presidenza del consiglio al posto di Mauro Baranzini, che è stato ringraziato per il suo ruolo centrale nel processo di cambiamento della proprietà. Il virus e il conseguente lockdown hanno toccato Moncucco in due modi: da una parte, vi è stato un consistente aumento dei costi dovuti all'impegno assunto dalla struttura nella cura dei pazienti affetti da Covid-19 (in particolare a seguito dell'aumento temporaneo dei posti letto di terapia intensiva da 6 a 40) e, dall'altra, la struttura si è confrontata con una riduzione dell'attività sanitaria elettiva, sospesa dal Consiglio federale per diverse settimane e ripresa solo di recente.

Nel consiglio don Zanini al posto di don Mottini

La clinica riporta anche la sostituzione di un'altra importante figura all'interno del Consiglio di Amministrazione: don Claudio Mottini ha lasciato a seguito di altri impegni professionali il proprio apprezzato ruolo di membro del consiglio ed è stato sostituito da don Nicola Zanini. La presenza di don Zanini sarà importante per mantenere vive le radici cristiane di Moncucco. Il rapporto d'esercizio del 120esimo contiene importanti informazioni sull'offerta di cure, sui volumi delle prestazioni erogate, sui collaboratori e sulle collaboratrici che hanno permesso di raggiungere nel 2019 importanti traguardi e anche sugli aspetti economici dell'anno appena conclusosi. Nell'ottica di garantire la massima trasparenza, da quest'anno Moncucco pubblica nel proprio rapporto annuale anche il bilancio di fine esercizio.

Duemila casi in più nell'attività ambulatoriale

Ancora una volta la Clinica ha concluso un anno coronato da un ottimo andamento. Nonostante l'obbligo di eseguire da gennaio 2019 una serie di interventi chirurgici in régime ambulatoriale, la riduzione della casistica stazionaria è stata molto contenuta (una sessantina di pazienti in meno sull'arco dei 12 mesi) e questo grazie all'incremento delle ospedalizzazioni nei settori della medicina interna e della geriatria. Consistente la crescita dell'attività ambulatoriale, con oltre 2'000 casi in più trattati sull'arco dell'anno, con aumenti soprattutto nel settore della chirurgia, dell'oncologia e della cardiologia. Con l'inizio del nuovo anno la Clinica ha ripreso, dopo alcuni anni di consolidamento, a investire nello sviluppo del Centro di competenza di oncologia, soprattutto grazie all'arrivo del dottor Piercarlo Saletti, che oltre a rafforzare l'oncologia medica potrà dare importanti stimoli per sviluppare il centro viscerale e anche il settore della ricerca medica, a cui la clinica dedica l'inserito speciale del proprio rapporto 2019, a dimostrazione che anche in strutture di piccole dimensioni come Moncucco sia possibile fare della buona ricerca.

Ottimo il Pronto soccorso, riparte l'ortopedia

Ottimo l'andamento del Pronto Soccorso, che da anni garantisce ai pazienti una porta d'entrata ai molteplici servizi specialistici. Nel 2019 sono stati più di 10'000 i pazienti che hanno fatto affidamento in urgenza alla clinica, accedendo a un servizio che garantisce dalle 7 alle 22 la possibilità di essere visitati da un medico specialista in medicina interna o in chirurgia. I medici di Pronto soccorso hanno a loro volta la possibilità di accedere a una rete particolarmente ampia di specialisti. La chirurgia viscerale si è sviluppata ulteriormente, grazie anche alla creazione di un apposito centro specialistico e alla rafforzata collaborazione con la gastroenterologia, che dallo scorso anno può offrire un ventaglio ancora maggiore di prestazioni interventistiche endoscopiche di alto livello. L'ortopedia, dopo alcuni anni di attesa della sentenza del Tribunale amministrativo federale, ha potuto ripartire a pieno régime contando anche sull'integrazione di un ulteriore specialista: il dottor Ettore Taverna, ortopedico molto conosciuto per la chirurgia della spalla in Ticino e nel nord Italia.

Gettate le basi per la traumatologia

Nel 2019 sono pure state gettate le basi per la creazione di un servizio di traumatologia che garantirà delle prestazioni di qualità a tutti i pazienti del Pronto Soccorso e che avrà un occhio particolarmente attento, grazie alla collaborazione con il centro di geriatria, alla traumatologia dell'anziano. In questo settore la clinica ricorda come le evidenze scientifiche dimostrino che un approccio multidisciplinare che preveda una stretta collaborazione tra traumatologi e geriatri sia particolarmente vantaggiosa per i pazienti. I risultati d'esercizio confermano che la clinica come azienda finanziariamente solida, malgrado le tariffe applicate lo scorso anno siano tra le più basse di tutta la Svizzera. Questo risultato permette di distribuire, per il tramite delle due fondazioni azioniste, importanti finanziamenti di pubblico interesse, a riprova del contributo che la Clinica garantisce allo sviluppo sociale.

Nomina prestigiosa per il dottor Mattia Lepori

Apr 29, 2020 09:11AM



L'Accademia Svizzera delle Scienze Mediche (ASSM) ha nominato membro ordinario della sua Commissione Centrale di Etica il Dr. med. Mattia Lepori. Vice capo dell'Area medica dell'Ente Ospedaliero Cantonale (EOC), il dottor Lepori è l'unico membro ticinese di questa prestigiosa Commissione, composta di 22 specialisti in rappresentanza di tutta la Svizzera.

La Commissione Centrale di Etica (CCE) anticipa e discute i problemi etici nel campo della medicina. Segue gli sviluppi nazionali e internazionali in questo settore e incoraggia gli scambi d'informazione e la collaborazione con le istituzioni correlate. La CCE elabora prese di posizione relative alle questioni medico-etiche d'attualità su sollecitazione di enti pubblici o privati oppure da parte di privati cittadini. Elabora inoltre le direttive medico-etiche necessarie per la pratica della medicina e della ricerca biomedica.

Il PD Dr. med. Mattia Lepori si è laureato in medicina presso l'Università di Losanna (1989), specializzandosi poi in medicina interna e in medicina intensiva. In seguito ha esercitato la funzione di capoclinica dapprima presso il Dipartimento di medicina, in seguito presso il reparto di Cure intensive di medicina e infine presso il reparto di Cure intensive di chirurgia, sempre presso l'ospedale Universitario di Losanna.

Ha diretto il Servizio di Emergenza e Pronto Soccorso dell'Ospedale Regionale di Bellinzona e Valli dal 2010 al 2012. Da inizio 2013 è collaboratore dell'Area medica presso la Direzione generale dell'EOC. Ha ottenuto la libera docenza presso la Facoltà di medicina dell'Università di Losanna nel 2004 e dal 2018 la stessa abilitazione presso la Facoltà di Scienze biomediche dell'Università della Svizzera Italiana. È autore di una trentina di pubblicazioni scientifiche, nonché di oltre 50 comunicazioni a congressi nazionali e internazionali negli ultimi 10 anni. Il PD Dr. med. Lepori è membro della Società Svizzera di Medicina Interna e della Società Svizzera di Medicina d'Urgenza. È stato membro del Comitato etico cantonale dal 2004 al 2010. Dal 2014 presiede la Commissione di Etica Clinica dell'EOC.

MMINO | 29 apr 2020 11:28

laRegione

La Clinica Moncucco a tutta urgenza

Apr 29, 2020 07:32AM

LUGANO

29.04.2020 — 09:23

Nell'esercizio 2019 del nosocomio spiccano gli oltre diecimila pazienti che si sono recati al Pronto Soccorso

L'anno scorso si è chiuso con un utile di 4,5 milioni per un attività che ha visto il ricovero di 7.600 pazienti e 57mila casi trattati ambulatoriamente.

LUGANO — Poco meno di 7.600 pazienti ricoverati e più di 57.000 casi trattati ambulatoriamente. Questi i numeri più significativi registrati nel 2019 dalla Clinica Luganese Moncucco che ha presentato stamane il consueto rapporto d'esercizio dell'anno passato. «Malgrado gli importanti traguardi raggiunti — come ad esempio il 120° anno di attività, la recente presenza in prima fila nella gestione dell'emergenza Covid-19 e alcuni importanti cambiamenti societari — per ovvie ragioni la Clinica — si legge nel comunicato — ha rinunciato all'abituale conferenza stampa».

I cambiamenti hanno riguardato il cambio della guardia alla presidenza del Consiglio di amministrazione con l'avvocato Mauro Dell'Ambrogio che è subentrato al professor Mauro Baranzini.

Quanto al rapporto di attività, l'esercizio 2019, che si è chiuso con un utile di poco inferiore ai 4,5 milioni di franchi, eccone i passaggi più significativi: «Nonostante l'obbligo di eseguire da gennaio 2019 una serie di interventi chirurgici in régime ambulatoriale, la riduzione della casistica stazionaria è stata molto contenuta (una sessantina di pazienti in meno sull'arco dei 12 mesi) e questo grazie all'incremento delle ospedalizzazioni nei settori della medicina interna e della geriatria». Consistente è stata la crescita dell'attività ambulatoriale, con oltre 2'000 casi in più trattati sull'arco dell'anno, con aumenti soprattutto nel settore della chirurgia, dell'oncologia e della cardiologia.

«Ottimo — viene giudicato — l'andamento del Pronto Soccorso. Nel 2019 sono stati più di 10'000 i pazienti che hanno fatto affidamento in urgenza alla Clinica». La chirurgia viscerale, continua il comunicato, «si è sviluppata ulteriormente, grazie anche alla creazione di un apposito centro specialistico e alla rafforzata collaborazione con la gastroenterologia, che dallo scorso anno può offrire un ventaglio ancora maggiore di prestazioni interventistiche endoscopiche di alto livello. L'ortopedia, dopo alcuni anni di attesa della sentenza del Tribunale Amministrativo Federale, ha potuto ripartire a pieno régime contando anche sull'integrazione di un ulteriore specialista».

Nel 2019 sono pure state gettate le basi per la creazione di un servizio di traumatologia che «garantirà delle prestazioni di qualità a tutti i pazienti del Pronto Soccorso e che avrà un occhio particolarmente attento, grazie alla collaborazione con il Centro di geriatria, alla traumatologia dell'anziano».

Con l'inizio del nuovo anno la Clinica ha inoltre ripreso ad investire nello sviluppo del Centro di competenza di oncologia, «soprattutto grazie all'arrivo del Dr. med. Piercarlo Saletti, che

oltre a rafforzare l'oncologia medica potrà dare importanti stimoli per sviluppare ulteriormente il Centro viscerale della Clinica e anche il settore della ricerca medica». Tutto questo, conclude il comunicato «a dimostrazione che anche in strutture di piccole dimensioni come la Clinica Luganese Moncucco sia possibile fare della buona ricerca».

ORTOPEDICO

30 APRIL, 2020 | REVUE DE PRESSE - SGCO

Moncucco, un 2019 all'insegna dell'ottimismo

Apr 29, 2020 02:26PM

laRegione

Archiviato il bilancio, nel 120esimo di attività la clinica luganese guarda avanti e annuncia importanti novità anche nella ricerca medica

Sfiora i 4,5 milioni di franchi l'utile d'esercizio della Clinica Luganese Moncucco nel 2019. L'istituto ha presentato il resoconto del suo esercizio: poco meno di 7'600 i pazienti ricoverati e più di 57'000 i casi trattati ambulatorialmente, 285 sono state le persone in formazione presso la clinica lo scorso anno, tra le quali troviamo apprendisti, allievi nel settore sanitario, medici in formazione e collaboratori in specializzazione. Numeri brillanti confermati anche dall'1.116, l'indice di gravità (indice di Case Mix) dei casi trattati, che dimostra come la clinica può riconfermarsi, con orgoglio, un istituto di cura in grado di gestire casi complessi nel suo 120esimo anno di attività, la prima parte del quale passato in prima fila nella gestione dell'emergenza Covid-19.

Dell'ambrogio sostituisce Baranzini

Il bilancio 2019 è stato confermato dagli azionisti che hanno ratificato l'ingresso di Mauro Dell'Ambrogio alla presidenza del consiglio al posto di Mauro Baranzini, che è stato ringraziato per il suo ruolo centrale nel processo di cambiamento della proprietà. Il virus e il conseguente lockdown hanno toccato Moncucco in due modi: da una parte, vi è stato un consistente aumento dei costi dovuti all'impegno assunto dalla struttura nella cura dei pazienti affetti da Covid-19 (in particolare a seguito dell'aumento temporaneo dei posti letto di terapia intensiva da 6 a 40) e, dall'altra, la struttura si è confrontata con una riduzione dell'attività sanitaria elettiva, sospesa dal Consiglio federale per diverse settimane e ripresa solo di recente.

Nel consiglio don Zanini al posto di don Mottini

La clinica riporta anche la sostituzione di un'altra importante figura all'interno del Consiglio di Amministrazione: don Claudio Mottini ha lasciato a seguito di altri impegni professionali il proprio apprezzato ruolo di membro del consiglio ed è stato sostituito da don Nicola Zanini. La presenza di don Zanini sarà importante per mantenere vive le radici cristiane di Moncucco. Il rapporto d'esercizio del 120esimo contiene importanti informazioni sull'offerta di cure, sui volumi delle prestazioni erogate, sui collaboratori e sulle collaboratrici che hanno permesso di raggiungere nel 2019 importanti traguardi e anche sugli aspetti economici dell'anno appena conclusosi. Nell'ottica di garantire la massima trasparenza, da quest'anno Moncucco pubblica nel proprio rapporto annuale anche il bilancio di fine esercizio.

Duemila casi in più nell'attività ambulatoriale

Ancora una volta la Clinica ha concluso un anno coronato da un ottimo andamento. Nonostante l'obbligo di eseguire da gennaio 2019 una serie di interventi chirurgici in régime ambulatoriale, la riduzione della casistica stazionaria è stata molto contenuta (una sessantina di pazienti in meno sull'arco dei 12 mesi) e questo grazie all'incremento delle ospedalizzazioni nei settori della medicina interna e della geriatria. Consistente la crescita dell'attività ambulatoriale, con oltre 2'000 casi in più trattati sull'arco dell'anno, con aumenti soprattutto nel settore della chirurgia, dell'oncologia e della cardiologia. Con l'inizio del nuovo anno la Clinica ha ripreso, dopo alcuni anni di consolidamento, a investire nello sviluppo del Centro di competenza di oncologia, soprattutto grazie all'arrivo del dottor Piercarlo Saletti, che oltre a rafforzare l'oncologia medica potrà dare importanti stimoli per sviluppare il centro viscerale e anche il settore della ricerca medica, a cui la clinica dedica l'inserito speciale del proprio rapporto 2019, a dimostrazione che anche in strutture di piccole dimensioni come Moncucco sia possibile fare della buona ricerca.

Ottimo il Pronto soccorso, riparte l'ortopedia

Ottimo l'andamento del Pronto Soccorso, che da anni garantisce ai pazienti una porta d'entrata ai molteplici servizi specialistici. Nel 2019 sono stati più di 10'000 i pazienti che hanno fatto affidamento in urgenza alla clinica, accedendo a un servizio che garantisce dalle 7 alle 22 la possibilità di essere visitati da un medico specialista in medicina interna o in chirurgia. I medici di Pronto soccorso hanno a loro volta la possibilità di accedere a una rete particolarmente ampia di specialisti. La chirurgia viscerale si è sviluppata ulteriormente, grazie anche alla creazione di un apposito centro specialistico e alla rafforzata collaborazione con la gastroenterologia, che dallo scorso anno può offrire un ventaglio ancora maggiore di prestazioni interventistiche endoscopiche di alto livello. L'ortopedia, dopo alcuni anni di attesa della sentenza del Tribunale amministrativo federale, ha potuto ripartire a pieno régime contando anche sull'integrazione di un ulteriore specialista: il dottor Ettore Taverna, ortopedico molto conosciuto per la chirurgia della spalla in Ticino e nel nord Italia.

Gettate le basi per la traumatologia

Nel 2019 sono pure state gettate le basi per la creazione di un servizio di traumatologia che garantirà delle prestazioni di qualità a tutti i pazienti del Pronto Soccorso e che avrà un occhio particolarmente attento, grazie alla collaborazione con il centro di geriatria, alla traumatologia dell'anziano. In questo settore la clinica ricorda come le evidenze scientifiche dimostrino che un approccio multidisciplinare che preveda una stretta collaborazione tra traumatologi e geriatri sia particolarmente vantaggiosa per i pazienti. I risultati d'esercizio confermano che la clinica come azienda finanziariamente solida, malgrado le tariffe applicate lo scorso anno siano tra le più basse di tutta la Svizzera. Questo risultato permette di distribuire, per il tramite delle due fondazioni azioniste, importanti finanziamenti di pubblico interesse, a riprova del contributo che la Clinica garantisce allo sviluppo sociale.

laRegione